L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 8 FEVRIER 1868 Entre les rues Bienville et Conti.

DUPUOY & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16; par semestre, $8; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $8; par semestre, $4.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces translatives, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces translatives de la page éditoriale paieront $2 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par mois le carré.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces au mois, un escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'ailleurs paieront 20 cents la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce translative doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes affaires avec le journal seront soldés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 8 FEVRIER.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par le Shérif, à 10 1/2 heures, à son entrepôt rue Jefferson — Des meubles et effets. Et à 5 heures : un lot de marchandises sèches.

Par Waitou & Deslonde, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Une grande latitude en briques et à vendre, au coin des rues Chartres et Esplanade, Troisième District, avec magasin en rez-de-chaussée, et demeure au-dessus, convenable pour une grande pension.

Par C. E. Fortier, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Une propriété de valeur sur la rue Trémé, entre les rues Bienville et Conti. Des propriétés dans le Troisième et Troisième District, rue de l'Hôpital et rue Kerlerec.

Par Von Zloken & O'Connor, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Des terrains de prix et améliorés dans le Premier District, près du Depot du Chemin de fer des rues Canal et Claiborne.

Par C. E. Girardey & Co, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Une maison en bois à deux étages, rue Premiere.

Par O. de Fériet — à la Bourse des Négociants — Une maison en bois à deux étages, rue Premiere.

Par C. E. Girardey & Co, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, une belle maison neuve en bois, rue d'Espagne, Troisième District, entre les deux chemins de fer. — Aussi, un terrain de prix, rue St Louis, entre Bourbon et Royale, ayant une batisse en brique à étage et une autre petite batisse. — De plus, une magnifique terrain, — Aussi, un le reste de parti et améliorés, dans la rue Marigny, entre Casseovre et Morales, avec une résidence agreable et de belles écuries. — Aussi, un lot de terre à Carrollton. Vente positive.

Par Hoffman, Marks & Co, dans leur salle d'encan — Vente spéciale de malles en cuir et malles de voyage, valises, porte-chapeaux, sacs de voyage, &c. Et au No 174 rue du Canal : continuation de la vente du grand stock de cordonnerie.

Par O. Valeton, au No 38 rue Poydras, à 10 1/2 heures — Bacon breakfast, fromage, mess pork et pieds de cochon.

Par Montgomery, Brue & Co. — Vente régulière de machines, rapés, &c., et ustensiles de cuisine, à leur salle d'encan, rue du Camp. Et aux écuries de P. Liner, rue Girardeau : beaux chevaux appareillés, chevaux de selle et de harnais, mulets, voitures légères, buggies, &c.

Par C. Roger & Co, à leur salle d'encan, rue Vieille Levée, 300 caisses de bottes, souliers et brodequins.

Par Hois, Bloku & Co,—à leur salle d'encan, rue de Chartres, grande vente de marchandises sèches, articles de fantaisie, mercerie et bonneterie. Le Bureau restera ouvert pour admettre à la dose de 3 à 4 collerées à boudre, par jour, avant un après chaque repas. Le quatrième jour le malade ne ressentait plus d'oppression, de pesanteur à l'estomac ; elle digérait parfaitement bien et avait repris l'appétit etait vif, l'embonpoint revint graduellement ; elle continua encore l'usage du Charbon pendant quelques jours. Sa confiance en ce médicament est si grande, que depuis fois qu'elle ressent un malaise dans la digestion elle s'empresse de prendre une cuillerée de Charbon, ce qui lui réussit constamment. N'ayant plus un jour, à sa disposition, du Charbon de Belloc, Mme Fleuriot a acheté dans une pharmacie de Paris, de la poudre de charbon ordinaire qui lui a donné des nausees. *Extrait du rapport approuvé par l'Académie de Médecine de Paris.* No 4

ATTAQUE CONTRE UN GEOLIER.—On lit dans le *Villageois*, de Marksville :

Vendredi, 24 janvier, vers 7 heures du soir, pendant que le geolier fournissait de l'eau et du bois aux prisonniers, et tandis qu'il se tenait à la porte, on heurtait à la porte. Il ouvrit, et quatre des cinq prisonniers qui le frappèrent avec des bûches du bois qu'ils rentraient, et il reçut des coups nombreux et fort graves, principalement à la tête. Son assassin allait s'en saisir, mais comme son arme était émoussée il fit bonne contenance et il se retournait comme un lion non seulement pour se protéger mais aussi pour rédiger la révolte. Cinq des prisonniers réussirent à s'échapper avant qu'il arrivat main forte. Le geolier fit courageusement son devoir, et de la seule main qui ne fut pas blessée, la main gauche, il réussit à tirer plusieurs coups de revolver afin de ramener les autres prisonniers qui cherchaient aussi à prendre le large. Voici les noms de ceux qui s'échappèrent : Lafayette Chambers, (Mulatre, blond, marqué de la petite vérole, 25 ans,; Olin Aymond, Jack William (c) Zénon Françoise.) et Jim Scott (c). Les officiers du shérif sont à la poursuite, et l'on compte qu'ils captureront Chambers et Aymond que l'on rapporte avoir été vus ces jours derniers sur la route du Bayou.

— M Jocker, le fameux banquier de Mexico, dont on a si diversement parlé, serait à Paris en ce moment, dit l'*Independance belge*, pour intenter un procès contre un prodige au payement de 18 millions. Sa réclamation serait basée sur ce fait que, par la signature de M. de Montholon, la France serait intervenue comme garantie dans la transaction passée entre lui et l'empereur Maximilien, transaction qui limitait à 26 millions, au lieu de 75, les réclamations à charge du Mexique. En vertu de cet acte, un premier paiement de 13 millions a été opéré. Mais avant le paiement des trente autres millions, intervint M. Langlais, conseiller d'Etat, mort depuis, qui s'opposa à l'acquittement de cette deuxième partie de la dette mexicaine antérieure au nouveau régime. Qu'arrivera-t-il de cette réclamation subite ? On dit que plusieurs papiers timbrés ont été déjà échangés.

qui emporterait les Etats radicaux du Nord et les Etats africanisés du Sud. Par cette tactique, on espère réussir à empêcher le candidat démocrate d'obtenir la majorité absolue des votes, ce qui donnerait à la Chambre le droit de choisir entre les trois candidats, et la composition actuelle de cette assemblée assurerait ainsi la victoire au plus radical des trois candidats. Nous ne disons pas que tel serait le résultat de l'élection populaire, mais il est plus que probable que c'est celui en la réalisation duquel les radicaux mettent tout leur espoir.

Depuis l'élection de M. Lincoln en 1860 par une minorité des votes populaires, le pouvoir a passé dans dans les mains d'un parti qui a toujours représenté une minorité de la nation. La majorité relative obtenue par ce parti pendant la guerre, n'existe même plus aujourd'hui; et toute la législation congressionnelle, depuis deux ans, n'a d'autre but que de créer une majorité factice pour maintenir les radicaux au pouvoir. C'est une perversion des institutions républicaines qui n'aurait peut-être pas pu s'accomplir sans la guerre, mais qui prouve que la Constitution la mieux faite ne suffit pas toujours à protéger les droits du peuple contre les usurpations d'une faction ambitieuse.

En prenant même pour base le suffrage universel, sans distinction de couleur, on aurait un chiffre total de cinq millions et demi d'électeurs, sur lequel trois millions au moins peuvent être comptés comme appartenant au parti constitutionnel et conservateur. Tout le travail législatif du Congrès tend à renverser ce résultat et à donner à la minorité le contrôle absolu des diverses branches du gouvernement. Si les radicaux triomphent, c'en sera fait pour longtemps de la pureté des institutions républicaines ; le droit de suffrage, déjà avili par les principes peu scrupuleux des partis, deviendra une mocquerie, et il ne restera plus dans les Etats Unis de vraies garanties constitutionnelles qui, seules, peuvent préserver une république de l'anarchie et du despotisme qui en est la conséquence fatale. Le ralliement de tous les bons citoyens sous une bannière commune, au Nord et au Sud, et leur coopération ardente et sûre sont indispensables pour éviter à la nation ce déplorable résultat!

L'ORDRE RELATIF AUX CONSEILS DE VILLE. —L'ordre du général Hancock qui destitue ceux des conseillers municipaux qui, au mépris d'un ordre militaire, ont voulu procéder à l'élection d'un recorder du Second District, prouve que notre commandant militaire entend faire respecter son autorité. Si on prétexte était nécessaires pour cette destitution, il faut avouer que les membres destitués l'ont fourni, on ne peut plus à propos.

Nous espérons que les nouveaux conseillers se montreront à la hauteur de la tâche qui leur est dévolue et qu'ils donneront à la communauté plus de satisfaction que ne lui en ont donné leurs prédécesseurs. Le général Hancock a été impartial dans son choix et on ne pourra pas l'accuser d'avoir été guidé par l'esprit de parti car plusieurs radicaux figurent sur la liste des nouvelles nominations. Mais en somme, la composition actuelle des deux conseils nous permet de compter sur une meilleure gestion des affaires municipales, et c'est une chose que nous attendons à l'œuvre ceux qui viennent d'être chargés de la difficile mission de gérer les finances de la ville.

AFFAIRE SCHUMACHER D'ORVAULT.—Nous donnerons demain le compte rendu de la séance de la Cour d'Assise de la Seine, du 14 janvier, dans laquelle le fils Schumacher a été jugé pour faux et tentative d'assassinat sur la personne de sa sœur, madame la marquise d'Orvault. L'accusé a été défendu par maître Lachaud.

DÉTRESSE UNIVERSELLE.—Un journal parisien voit la guerre impossible en Europe à cause de la cherté des céréales, qui frappe partout les populations de la Russie et de la Prusse sont en proie à la famine et les autres Etats souffrent à des degrés divers. La stagnation des affaires est un mal général, en Europe, et les ouvriers des manufactures en Allemagne, en Angleterre et en France sont dans une grande détresse. A Berlin il y a 145,000 pauvres sur une population d'un demi million d'âmes.

Aux Etats-Unis, il n'y a pas que le Sud qui souffre de la suspension des affaires commerciales. Nous avons déjà dit que les faillites de ville de l'Est comptent leurs affamés par milliers. Dans l'Ouest qui est le grenier d'abondance de l'Union, les choses ne vont guère mieux. A Chicago, toutes les branches d'industrie sont plus ou moins affectées par la crise commerciale. D'après le *Times* de cette ville, il n'y a pas moins de 25,000 hommes sans emploi dans le comté, et le nombre de ceux qui reçoivent une assistance des autorités ou des société de secours s'élève à 19,000.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — La première représentation de *Si j'etais Roi*, délicieux opéra-comique d'Adam, a lieu ce soir. M. Dauvilliers remplira le rôle de Zéphoris le pêcheur, Mme Prevost-Seguin celui de Nemea, M. Le Chevalier celui du roi de Mossoul et les autres rôles seront remplis par Mme Gravier, MM. Dupin, Desré, Tholer et Albert Mary. La représentation commencera à sept heures précises.

Vingt minutes après le spectacle, les portes seront ouvertes pour le troisième grand bal masqué qui commencera à onze heures et quart. Dans l'intérieur du théatre il y aura deux magasins de costumes tenus par madame Groux.

Demain, dimanche, on donne *Don César de Bazan*, drame en 5 actes, et *La Belle Hélène*.

MADEMOISELLE FILOMÈNO. — Nous avons eu le plaisir d'entendre, jeudi soir, à la salle de la rue Bienville, cette jeune artiste. Elle joue du violon d'une façon réellement remarquable, avec une délicatesse d'expression et un goût musical qui dénotent chez elle une organisation d'élite aussi bien qu'une excellente éducation artistique. Le public de ces concerts, qui assistait à son concert l'a applaudie avec enthousiasme. Si elle se fait entendre une seconde fois nous espérons qu'il y aura foule à son concert. Mademoiselle Filoméno avait obtenu pour sa soirée musicale le concours de MM. Méteyé, A. Davis, G. Smith et de quelques autres amateurs qui ont contribué par leur talent à rendre cette soirée musicale fort attrayante.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

☞ Une assemblée des jeunes-gens de l'Association de Bienfaisance CRESCENT et STAR aura lieu Dimanche, 9 février, à leur salle rue des Remparts. — Voir 3me page.

Avis aux Dames.—Nous signalons aux Dames l'assortiment de garnitures, galons, passementeries et boutons pour robes et costumes—la nouveauté, que vient de recevoir la maison Lion et Pissard, ainsi que les gants système Jouvin à $1 25 de cette maison—voir l'annonce. 3 f MJS

Mme P..... avait perdu l'appétit et se plaignait après le plus leger repas, de pesanteur et d'oppression à l'estomac. L'amaigrissement du corps fut rapide. Le Docteur Belloc lui administre à la dose de 3 à 4 cuillerées à bouche, par jour, avant un après chaque repas. Le quatrième jour le malade ne ressentait plus d'oppression, de pesanteur à l'estomac ; elle digérait parfaitement bien et avait repris l'appétit etait vif, l'embonpoint revint graduellement ; elle continua encore l'usage du Charbon pendant quelques jours. Sa confiance en ce médicament est si grande, que depuis fois qu'elle ressent un malaise dans la digestion elle s'empresse de prendre une cuillerée de Charbon, ce qui lui réussit constamment. N'ayant plus un jour, à sa disposition, du Charbon de Belloc, Mme Fleuriot a acheté dans une pharmacie de Paris, de la poudre de charbon ordinaire qui lui a donné des nausees. *Extrait du rapport approuvé par l'Académie de Médecine de Paris.* No 4

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

Vente d'immeubles à Pontcan. — MM. J. S. Walton & Deslonde vendront à l'encan de ce jour plusieurs immeubles de valeur, parmi lesquels se trouve la grande bâtisse en briques et à étage située au coin des rues Esplanade et Chartres, avec des magasins en bas et des appartements en haut, convenables pour une grande pension. Cet immeuble sera vendu à bas prix et à des conditions favorables. La vente aura lieu à la Bourse des Encanteurs, à midi. Voyez l'annonce.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

Grande Vente. — De la marchande de la ville et de la campagne t'ouvrent leur avantage en assistant à la grande Vente, AUJOURD'HUI, par Francis Fernandez & Co, de quincaillerie, peinture, sellerie et fonte de cloches. La vente est positive et sans réserve et se fait à 10 heures de matin, à leur salle d'encan, No 67 rue de la Vieille-Levée, entre les rue Bienville et Dauphine.

Malles, valises, etc. — Une vente spéciale aura lieu ce matin, à 10 heures, à la salle d'encan de M. H. Carlin, Marks & Co, No 36 rue de Chartres. Elle attirera on un assortiment général de malles et malles de voyage en cuir, valises en cuir, sacs de voyage, sacs de chemins de fer, porte-feuilles, etc., etc. Tout sera sans réserve quelconque, et les conditions seront données au moment de la vente.

Ces messieurs continueront à vendre le reste du stock du magasin No 174, rue du Canal. Voir les annonces.

Où est la Majorité ?

En 1864, M. Lincoln obtenait sur son concurrent, le général McClellan, une majorité de 421,000 voix. Le parti républicain par ses triomphes dans les élections d'Etat, vers la même époque, est arrivé à posséder dans les deux Chambres du Congrès une majorité de plus de deux tiers, et on sait comment il en a abusé pour tirer de sa victoire des conséquences qui n'étaient, certes, pas entrées dans les prévisions des électeurs. Il n'y a qu'un an que le mouvement de réaction a commencé, et il a marché avec une rapidité telle qu'aujourd'hui on peut affirmer que la majorité dans le corps électoral est déjà déplacée. Le tableau suivant que nous trouvons dans le *World*, donne les résultats des élections qui ont eu lieu, pendant le cours de l'année 1867, dans dix-sept Etats du Nord.

ETATS.	VOTES	
	Démocrat.	Radicaux.
Californie	49,905	42,477
Connecticut	47,555	46,578
Iowa	58,543	99,173
Kentucky	90,225	47,106
Maine	46,644	57,493
Maryland	63,662	21,890
Massachusetts	70,360	98,606
Michigan	55,865	80,819
Minnesota	28,343	34,879
New Hampshire	30,657	35,809
New-Jersey	67,468	51,114
New-York	373,029	325,099
Ohio	240,622	243,533
Pennsylvanie	287,746	266,824
Rhode Island	3,350	7,554
Vermont	11,510	31,291
Wisconsin	66,873	73,697
Total	1,576,507	1,554,945
Majorité démocratique		21,562

Mais si la majorité a été déplacée dans le corps électoral, elle ne l'a pas été au Congrès. Les 1,576,507 démocrates de ces 17 Etats ne sont, en effet, représentés au Sénat que par 7 voix et à la Chambre que par 33, tandis que les 1,554,945 radicaux ont 27 sénateurs et 104 représentants. Ce résultat est dû, en partie, au minimum défectueux des institutions et, d'un autre côté, à l'exclusion arbitraire de plusieurs sénateurs et représentants démocrates, sous des prétextes.

Mais, comme les radicaux ne peuvent se perpétuer dans leurs fonctions au-delà de leur terme légal, il arrivera un moment où, par le cours naturel des choses, la plupart d'entr'eux seront remplacés par des conservateurs. Pour éviter cet affaiblissement prévu de leur parti, ils ont résolu de modifier dans leurs propres Etats l'élément électoral par deux moyens : le vote des gens de couleur et l'exclusion de tous les déserteurs ; mais, dans la plupart des Etats, ils ont échoué honteusement et leur tentative n'a fait qu'ajouter à leur impopularité. Il est évident, même pour les plus confiants des radicaux, que le prestige de leur parti est perdu et que, dans les Etats du Nord, le triomphe des candidats démocrates, aux prochaines élections congressionnelles et présidentielles, peut être considéré comme certain, car la majorité déjà acquise à la démocratie ne fera que s'accroître.

Telle est la raison pour laquelle le parti radical a résolu de hâter le reconstruction du Sud sur des bases radicales. Il désire s'assurer le renfort de vingt sénateurs et de cinquante et quelques représentants, et, par l'admission des dix Etats proscrits, faire entrer leurs votes en ligne de compte dans l'élection présidentielle. Ces votes, il est vrai, ne suffiront peut-être pas à compenser ceux que cette politique fera perdre au parti radical dans les Etats du Nord. Mais les radicaux, qui sont experts dans l'art de profiter des bêtis qu'offre la Constitution pour éluder la volonté de la majorité populaire, auront recours à un autre moyen pour battre le candidat conservateur.

Ce moyen consisterait à opposer au candidat démocrate deux candidats différents : un candidat d'une nuance modérée destiné à disputer les Etats du Nord douteux et à diminuer ainsi les votes démocratiques, et un candidat radical

Réajustement du Conseil de Ville.

Quartier-général du 5e District militaire.
Nlle-Orléans, Lne., 7 février 1868.

Ordres spéciaux No 28.

(Extrait)

4 Pour avoir procédé à une élection pour le recorder du 2e District de la Nouvelle-Orléans, au mépris des ordres de ce Quartier-général, les membres suivants du Conseil des aldermen et des assistants-aldermen de la ville de la Nouvelle-Orléans, qui ont voté pour la résolution (nominations militaires) sont, par le présent ordre, révoqués et mis hors :

James Graham, F. E. Dumas, Jno R. Clay, du Conseil des aldermen.

A. Mary, S. Theaux, O. J. Dunn, S. Straight, B. F. Joubert, C. S. Sauvinet, du Conseil des assistants-aldermen.

J. N. Lee, Rols. J. Watson, Guy Duplantier, sont par la présente nommés membres du Conseil des aldermen ; et

Williamson Smith, Geo. Urquhart, J. H. Moore, P. H. Morgan, Chas Lédamonnt, J. S. Whitaker sont nommés membres du Conseil des assistants-aldermen.

J. H. Oglesby est nommé membre du Conseil des assistants-aldermen, à la place de C. L. Gumbel, démissionnaire.

Sur l'acceptation de ces nominations, les personnes ci-dessus désignées transmettront à ce quartier-général une copie du serment requis par la loi.

Par ordre du major général Hancock.

GEO. L. HARTSUFF,
[Officiel.] Assistant-adjudant-général.

Le Président et le Général Grant.

LETTRES DU GÉNÉRAL GRANT.

Le *Memphis Bulletin* publie le télégramme suivant :

Washington, 4 février.—Le président de la Chambre présente une communication du secrétaire de la guerre, contenant la correspondance échangée entre le Président et le général Grant au sujet du secrétaire de la guerre. La lecture en est écoutée avec une profonde attention.

Département de la guerre, 4 février 1868.—Monsieur,—En réponse à une résolution de la Chambre des Représentants, je vous transmets les copies qui m'ont été fournies par le général Grant de la correspondance échangée entre lui et le Président, relative au secrétaire de la guerre, qu'il dit être toute la correspondance qu'il ait eue avec le Président à ce sujet. Je n'ai aucune correspondance avec le Président depuis les fonctions de secrétaire de la guerre, si ce n'est celle qui a rapport aux actions connues ou officielles requis par l'acte du Congrès, et j'ai continué à les remplir sans aucune communication personnelle ou écrite avec le Président. Aucun ordre n'a été laissé de ce département en mon du Président à ma connaissance et je n'ai reçu aucun ordre de lui. La correspondance ci-jointe embrasse toutes les lettres qui me soient connues sur le sujet dont il est question dans la résolution de la Chambre.

EDWIN M. STANTON.
Secrétaire de la guerre.

A l'honorable Schuyler Colfax, président de la Chambre des Representants.

QUARTIER-GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DES ETATS UNIS.
Washington, 25 janvier 1868.

A Son Excellence A. Johnson, Président des Etats-Unis.

Monsieur,—Le 24 courant, je vous ai reçus de me donner par écrit les instructions que vous m'avies données verbalement de n'obéir à aucun ordre de l'hon. E. M. Stanton, secrétaire de la guerre, à moins qu'il ne vint de vous-même. A cette requête écrite j'ai reçu un message qui a laissé un doute dans mon esprit sur votre intention, et afin de prétendre tout malentendu possible, je renouvelle la requête que vous me donniez des instructions écrites, et jusqu'à ce que je les aie reçues, je suspendrai toute action sous les instructions verbales. Je suis forcé de demander ces instructions par écrit afin de prévenir beaucoup de fausses interprétations, difficiles à éviter, et qui, sans doute, affecteront mon honneur personnel, qui circulent dans la presse depuis deux semaines, et dérivées, prétend-on, du Président, dans des conversations qui auraient eu lieu entre le Président en particulier dans son bureau, soit dans des séances de cabinet. Ce qui est écrit n'admet pas de malentendu, et en vue des fausses interprétations ci-dessus mentionnées, il est bon d'éviter les faits de cette affaire par la même occasion.

Lorsque je fus entré dans l'exercice de mes fonctions comme secrétaire de la guerre ad interim, le Président demanda ma manière de voir sur la conduite que M. Stanton aurait à tenir dans le cas où le Sénat ne donnerait pas son concours à la suspension afin d'obtenir possession de ses fonctions, ma réponse fut en substance : " M. Stanton devra s'adresser aux Cours pour se faire réinstaller," appuyant ma position sur ce que la partie qui prend part à l'affaire des commissaires de police de Baltimore. Dans ce cas, je n'avais pas mis en doute le droit technique du gouverneur de nommer des députés-shérifs ou commissaires et de leur nommer des successeurs. Comme les anciens commissaires refusaient de céder la place, le bonne qu'il n'y avait d'autre recours qu'un appel aux cours. Voyant que le Président désirait tenir à l'écart M. Stanton qu'il fût ou non soutenu dans sa suspension, je lui dis que je n'avais pas accepté ce d'une façon particulière le bill sur la Tenure des Emplois," mais que ce que j'avais dit était basé sur les principes généraux, et qu'il serait désagreable de manière de voir dans ce cas particulier, je l'en informerais le premier. Plus tard, en tenant le bill sur la Tenure des Emplois," je m'aperçus que je ne pourrais, sans violer la loi, refuser de céder le poste de secrétaire de la guerre, du moment que M. Stanton serait réintégré par l'exercice de ces fonctions comme loi, seules, peuvent préserver une république de l'anarchie et du despotisme qui en est la conséquence fatale. Le ralliement de tous les bons citoyens sous une bannière commune, au Nord et au Sud, et leur coopération ardente et sûre sont indispensables pour éviter à la nation ce déplorable résultat!

Le Président, cependant, au lieu d'accepter ma manière de voir sur les exigences du bill sur la Tenure des Emplois, soutint qu'il avait suspendu M. Stanton en vertu de l'autorité à lui donnée par la Constitution, et que cette autorité ne s'opposait pas à ce qu'il répétât, par courtoisie, ses raisons pour la suspension de M. Stanton ; et que, comme celui-ci avait été nommé en vertu de l'autorité donnée par la Constitution et non en vertu de l'acte du Congrès je pouvais être gouverné par cet acte. Je déclarai que la loi me liait, qu'elle fût constitutionnelle ou non, jusqu'à ce qu'elle fût mise à l'écart par le tribunal compétent. L'heure se passa en discussions, chacun répétant sa manière de voir, et comme il était tard le Président dit qu'il me reverrait. Je ne promis pas de revenir le lundi, n aucun autre jour déterminé, et à partir du 11, le Président ne me fit pas mander jusqu'au 21. Je n'ai jamais douté que le Président ne comprit pleinement ma position, c'est à-dire que si le Sénat refusait de consentir à la suspension de M. Stanton, mon office cessait d'être une sinécure de la guerre *ad interim* pendraient fin, et que M. Stanton avait le droit incontestable de reprendre immédiatement les fonctions de son emploi, et j'agis en conséquence.

Je n'ai pas eu de communication directe ou indirecte avec M. Stanton, au sujet de sa réintégration, pendant sa suspension. Je savais qu'on avait recommandé au Président d'envoyer au Sénat le nom du gouverneur Hoar, de Massachusetts, comme secrétaire de la guerre, et cela causa quelque embarras. J'espérais sincèrement que cette proposition serait accueillie favorablement. Le général Sherman, entre autres particuliers, alla voir le Président le 13, pour lui faire cette recommandation. Le mardi, M. Stanton fut réintégré comme secrétaire de la guerre. Le Président m'informa qu'il avait porté une lettre officielle annonçant la réintégration de M. Stanton par le Sénat, et je fait que j'avais cessé d'être secrétaire de la guerre *ad interim*, et qu'il était le Président ouvrir et lire la communication, revint me dire, de la part du Président, que celui-ci désirait me voir ce jour-là à huit heures du soir, après quoi il serait à moi. Je fait savoir que je n'étais plus secrétaire de la guerre *ad interim*. A cette séance, après qu'elle eût été ouverte, comme j'avais à lui parler de l'affaire, il lui remplaçal la notification que je lui avais adressée, que je n'étais plus secrétaire de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*.

Le Président me dit que la lettre officielle à lui été fait allusion, et dit que j'avais consenti à garder le poste de secrétaire de la guerre jusqu'à ce que j'eusse reçu une dépêche de Sherman, ce que le Président fit dans la situation où il eût été si je n'avais jamais accepté l'emploi.

Après avoir écouté le Président jusqu'au bout j'établis notre conversation substantiellement comme elle est donnée dans cette lettre. J'ajoutai que ma conversation avec le cabinet, la presse et les personnes étrangers à ce qui fait l'objet de la présente, et que j'omets en conséquence. Je n'ai aucunement admis l'exactitude de l'exposé fait par le Président de notre conversation, bien que pour adoucir la contradiction évidente de mon propre exposé, je dis, en faisant allusion à notre première séparation sur ce sujet "le Président a peut-être répété exprès dans le sens qu'il indique," c'est-à-dire que "j'avais promis de donner ma démission, si je ne résistais pas à la résolution." Je n'avais fait aucune déclaration semblable.

J'ai l'honneur &c.,

U. S. GRANT, général.

A son Excellence le Président des Etats-Unis :

Monsieur :—J'ai l'honneur de requérir respectueusement par écrit l'ordre que le Président m'a donné verbalement le dimanche 19 courant, ou ne pas me tenir égard aux ordres de l'hon. E. M. Stanton, comme secrétaire de la guerre, jusqu'à ce que je sache de la part du Président lui-même que ses ordres sont donnés de bonne foi et faire connaître cette décision et je la lui fis connaître.

En cela, je remplis la promesse que je lui avais faite dans notre conversation précédente à ce sujet.

Le Président, cependant, au lieu d'accepter ma manière de voir sur les exigences du bill sur la Tenure des Emplois, soutint qu'il avait suspendu M. Stanton en vertu de l'autorité à lui donnée par la Constitution, et que cette autorité ne s'opposait pas à ce qu'il répétât, par courtoisie, ses raisons pour la suspension de M. Stanton ; et que, comme celui-ci avait été nommé en vertu de l'autorité donnée par la Constitution et non en vertu de l'acte du Congrès je ne pouvais être gouverné par cet acte. Je déclarai que la loi me liait, qu'elle fût constitutionnelle ou non, jusqu'à ce qu'elle fût mise à l'écart par le tribunal compétent. L'heure se passa en discussions, chacun répétant sa manière de voir, et comme il était tard le Président dit qu'il me reverrait. Je ne promis pas de revenir le lundi, ni aucun autre jour déterminé, et à partir du 11, le Président ne me fit pas mander jusqu'au 21. Je n'ai jamais douté que le Président ne comprit pleinement ma position, c'est à-dire que si le Sénat refusait de consentir à la suspension de M. Stanton, mon office cessait d'être une sinécure de la guerre *ad interim* prendraient fin, et que M. Stanton avait le droit incontestable de reprendre immédiatement les fonctions de son emploi, et j'agis en conséquence.

Je n'ai pas eu de communication directe ou indirecte avec M. Stanton, au sujet de sa réintégration, pendant sa suspension. Je savais qu'on avait recommandé au Président d'envoyer au Sénat le nom du gouverneur Hoar, de Massachusetts, comme secrétaire de la guerre, et cela causa quelque embarras. J'espérais sincèrement que cette proposition serait accueillie favorablement. Le général Sherman, entre autres particuliers, alla voir le Président le 13, pour lui faire cette recommandation. Le mardi, M. Stanton fut réintégré comme secrétaire de la guerre. Le Président m'informa qu'il avait porté une lettre officielle annonçant la réintégration de M. Stanton par le Sénat, et je fait que j'avais cessé d'être secrétaire de la guerre *ad interim*, et qu'il était le Président ouvrir et lire la communication, revint me dire, de la part du Président, que celui-ci désirait me voir ce jour-là à huit heures du soir, après quoi il serait à moi. Je fait savoir que je n'étais plus secrétaire de la guerre *ad interim*. A cette séance, après qu'elle eût été ouverte, comme j'avais à lui parler de l'affaire, il lui remplaçal la notification que je lui avais adressée, que je n'étais plus secrétaire de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*. Le Président parla de la guerre *ad interim*.

Le Président me dit que la lettre officielle à lui été fait allusion, et dit que j'avais consenti à garder le poste de secrétaire de la guerre jusqu'à ce que j'eusse reçu une dépêche de Sherman, ce que le Président fit dans la situation où il eût été si je n'avais jamais accepté l'emploi.

Après avoir écouté le Président jusqu'au bout j'établis notre conversation substantiellement comme elle est donnée dans cette lettre. J'ajoutai que ma conversation avec le cabinet, la presse et les personnes étrangers à ce qui fait l'objet de la présente, et que j'omets en conséquence. Je n'ai aucunement admis l'exactitude de l'exposé fait par le Président de notre conversation, bien que pour adoucir la contradiction évidente de mon propre exposé, je dis, en faisant allusion à notre première séparation sur ce sujet "le Président a peut-être répété exprès dans le sens qu'il indique," c'est-à-dire que "j'avais promis de donner ma démission, si je ne résistais pas à la résolution." Je n'avais fait aucune déclaration semblable.

J'ai l'honneur &c.,

U. S. GRANT, général.

Voici l'ordre qui est sur ce billet :

" Ainsi que le demande cette communication, instruction est donnée, par écrit, au général Grant de n'obéir à aucun ordre du département de la guerre qui ne serait prétendu être donné par ordre du Président, à moins que le général, commandant les armées des Etats-Unis, ne sache que ces ordres ont été autorisés par l'Exécutif.

ANDREW JOHNSON.

Janvier 29.

(Le temps et l'espace nous manquent pour donner la traduction de la réponse du Président et de la réplique du général Grant ; nous publierons demain ces documents.)

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

— M. de Goltz, ambassadeur de Prusse, a subi une longue opération, qui a été pratiquée par le docteur Nélaton, avec l'assistance du docteur Kolb, médecin de l'ambassade prussienne, et qui a pleinement réussi. Il s'agit d'une affection dans la bouche. Le malade a été chloroformé ; il s'est toutefois dégagé de l'influence de l'opération, qui a duré dix minutes.

L'état de M. de Goltz est satisfaisant ; il peut dès à présent se soutenir par des bouillons et du thé.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Rigoureuse législation à l'égard des chemins de fer du Sud.

Incendie d'un asile de fous à Rochester, N. Y.

La Convention de minorité en Floride.

17 nègres sur 21 membres.

Reprise du coton.

Affaires du Mexique plus incertaines que jamais.

Nouvelles de l'Abyssinie.

Les Anglais ne marchent pas.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Londres, 7.—Les derniers avis de l'Abyssinie sont décourageants et détruisent l'espoir d'un mouvement heureux cette saison.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 7.—Le bill sur les places a passé. Il porte que 10 jours après son adoption un agent spécial du général du Président, du Bureau du de ses branches, à moins qu'il ne soit autorisé par les statuts spécifiant ses devoirs et son traitement, ne sera nommé, commissionné ou employé et continué en place, excepté cinq agents spéciaux du département d'Etat, agents du Revenu où inspecteurs du Revenu de l'intérieur, autorisés par les actes du 3 mars 1863, 3 juin 1864, du 3 mars 1865, ou nul autre agent général ou spécial, commissionné et rémunéré par la loi, ne continuera 10 jours après la passage de cet acte ; alors le Président nommera et le Sénat confirmera leurs successeurs.

Le Président peut nommer avec le consentement du Sénat 50 agents généraux ou spéciaux pour le département du Trésor ; le secrétaire peut nommer 25 détectives suivant l'ancien système. Le maître de Poste général peut nommer certains agents de route et 25 agents spéciaux.

Le bill autorisant la construction d'un pont sur le Mississipi à Lacrosse a passé.

Après une séance exécutive le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.—Plusieurs membres donnent des explications personnelles et la Chambre se forme en comité général sur le bill d'allocation.

Une proposition autorisant le secrétaire de la guerre à employer les troupes de l'armée par des soldats détachés, est lugée contraire à l'ordre.

La discussion du bill d'allocation est ongagée et la Chambre s'ajourne sans aller au vote.

Dickens a visité la Nouvelle Louisiane à $5, un autre lot à $7 et 50 actions de la banque de la Nouvelle-Orléans à 28 75. Il y a eu disposition à spéculer sur ces actions à la banque de la Louisiane. Tous les autres titres plus élevés ont été offerts mais refusés. Pour les chantins de fer de la ville $51, pour la banque Mechanic's and Traders $104 1/2 offert. Pour la banque Citizens' $104 1/2 off